

Rapport du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient Table ronde sur l'eau

Genève, 31 mai - 2 juin 2016

La table ronde

Pour la première fois dans l'histoire de l'Union interparlementaire (UIP), le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient a convoqué des parlementaires et des experts scientifiques (de WaterLex, du CERN, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, et de l'organisation SESAME, le Centre international de rayonnement synchrotron pour les sciences expérimentales et applications au Moyen-Orient) pour discuter de l'eau comme plate-forme potentielle pour créer un environnement propice à la paix au Moyen-Orient. Cette table ronde a été organisée dans le cadre des activités du Comité visant à mettre en œuvre des projets parlementaires de paix dans la région depuis octobre 2013. Les dernières visites du Comité et du Secrétaire général de l'UIP dans la région (en janvier et en mars 2016) ont permis de confirmer que les dirigeants politiques de la région étaient engagés à relancer cette stratégie, ce qui a conduit à l'organisation de la première table ronde au Siège de l'UIP à Genève, en Suisse, du 31 mai au 2 juin 2016.

Les discussions lors de cette table ronde ont porté sur la question de la gestion de l'eau et sur le rôle que la science peut jouer en vue de faciliter le dialogue et la coopération parmi les pays qui partagent des enjeux similaires. Trois institutions scientifiques composées de pays politiquement divers et ayant de l'expérience dans la mise en œuvre des projets de paix, y compris au Moyen-Orient, ont apporté leurs connaissances. WaterLex, le CERN et SESAME ont tous présenté des modèles de coopération scientifique et technologique sur la question de l'eau comme élément essentiel de la vie et de la dignité humaine qui dépasse les clivages politiques et s'inscrit dans un programme de développement plus large.

La réunion s'est penchée sur l'importance d'investir dans des opportunités de coopération dans le domaine de l'eau en se basant sur des modèles spécifiques présentés par WaterLex et sur l'échange d'expériences dans la région. Plusieurs participants ont souligné les défis auxquels leurs pays sont actuellement confrontés en ce qui concerne l'eau, illustrés par les questions suivantes : la pénurie d'eau, la pollution de l'eau, la dégradation de l'environnement, l'accès inéquitable aux ressources hydriques et l'absence de mécanismes de mise en œuvre des accords sur l'eau déjà existants. Ces réflexions ont conduit à la notion d'élargir le potentiel économique, à savoir : accroître et diversifier les ressources en eau à des fins de consommation et d'irrigation nationale par le biais de propositions concrètes, telles que la réutilisation des eaux usées, les usines de dessalement et les transferts interbassins. L'accent a été mis en particulier sur le fait que l'eau est une question transfrontalière qui offre la possibilité de créer des "emplois verts" lorsque l'on prend en compte les enjeux environnementaux. Compte tenu de l'importance cruciale de l'eau pour l'agriculture, il est nécessaire de soutenir l'innovation scientifique et technologique au Moyen-Orient.

La réunion a en outre mis l'accent sur le rôle de la science et de la technologie dans la promotion du dialogue et de la paix. Des représentants du CERN et de SESAME ont expliqué comment la science pourrait servir de cadre neutre propice à la paix et ont décrit des initiatives spécifiques qui ont été ou sont actuellement mises en œuvre dans la région. Les discussions ont ensuite porté sur l'idée de collaborer avec ces institutions scientifiques afin de proposer des programmes de formation scientifique des enseignants et des conférences périodiques comme moyens d'accroître la sensibilisation des jeunes. La science pourrait être utilisée comme outil de dialogue et de coopération grâce à la mise en place d'un centre de recherche et à l'utilisation de la technologie moderne afin de partager les connaissances, expériences et bonnes pratiques liées à l'eau. Les experts scientifiques ont accueilli favorablement à ces propositions du CERN et de SESAME et ont estimé que ces organisations constituent des plates-formes idéales pour de tels projets. Ils ont également souligné le rôle que les parlementaires peuvent jouer afin de convaincre les autorités législatives et exécutives d'accepter et de financer des projets de ce genre.

La réunion a également permis d'aborder des préoccupations liées aux enjeux récurrents concernant la dépendance à l'égard de l'eau et le manque de volonté politique pour mettre en œuvre des projets de paix au Moyen-Orient. Les participants ont unanimement soutenu les propositions concrètes sur l'eau et ont convenu d'assurer le suivi de la table ronde en communiquant entre eux par l'intermédiaire d'un groupe WhatsApp et d'interagir davantage avec la communauté scientifique. Ils ont également débattu de l'idée de créer un groupe de travail pour poursuivre les discussions et aboutir à des résultats concrets. L'UIP a conclu en indiquant qu'elle continuerait de créer les conditions propices à cette coopération et d'organiser des tables rondes sur des questions telles que l'énergie et l'alimentation.

La voie à suivre

Les participants à la table ronde ont souligné le fait que l'accès à l'eau est un droit fondamental et que l'utilisation éguitable des ressources en eau est essentielle à la paix.

Compte tenu de l'ambiance positive qui a prévalu au cours de la table ronde, les participants ont convenu de coopérer afin de soutenir la vision de l'UIP de "passer des paroles aux actes" à travers la mise en place d'un plan de mise en œuvre. Les membres du Comité travailleront main dans la main avec l'UIP, WaterLex, le CERN et SESAME afin de prendre des mesures concrètes sur la base des recommandations suivantes :

sur le plan politique

- Transformer le dialogue actuellement en cours au sein du Comité en coopération régionale active en étudiant les nouvelles ressources en eau sous l'angle scientifique et technologique et en mettant en commun les expériences régionales;
- Etablir des projets en faveur de la paix susceptibles de transformer des pommes de discorde telles que l'eau en facteurs de coexistence;
- Elargir à l'ensemble de la population du Moyen-Orient l'accès équitable à une eau potable et des services d'assainissement de bonne qualité et peu onéreux;
- Promouvoir la gestion intégrée des ressources hydriques à tous les échelons au Moyen-Orient, notamment par le biais de la coopération transfrontalière;
- Elargir les initiatives de renforcement des capacités à des parlementaires du Moyen-Orient et à tous les acteurs pertinents par le biais des activités et programmes liés à l'eau et à l'assainissement.

sur le plan technique et scientifique:

- Améliorer la qualité de l'eau au Moyen-Orient;
- Augmenter l'efficacité dans l'utilisation de l'eau et réduire le nombre de personnes souffrant de la pénurie d'eau Moyen-Orient;
- Plaider en faveur de la protection et de la restauration des écosystèmes aquatiques au Moyen-Orient

Le but de ces mesures sera de donner les moyens aux parlementaires de la région d'améliorer la gouvernance de l'eau et de mettre en œuvre des projets liés à l'eau grâce à l'apport d'expertise scientifique. L'UIP continuera à collaborer avec WaterLex, le CERN et SESAME afin d'aboutir à des résultats concrets propices à la paix au Moyen-Orient. Tout ceci sera réalisé avec une plus grande implication des jeunes et l'utilisation des nouvelles technologies, qui faciliteront l'émergence de solutions innovantes. En fin de compte, ces mesures viseront à établir une coopération à long terme sur la question de l'eau comme moyen de contribuer à un programme de paix plus large.

Comme il sera débattre à la prochaine Assemblée de l'UIP, cette table ronde sera suivie d'autres tables rondes sur l'énergie et l'alimentation, des sujets tous deux aussi intrinsèquement liés aux besoins essentiels. La proposition du site de Charm el-Cheikh, en Egypte, comme un lieu potentiel pour la prochaine table ronde sera examinée au sein du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient durant l'Assemblée. L'UIP poursuivra sa démarche destinée à transformer des pommes de discorde telles que l'eau, l'énergie et l'alimentation en facteurs de paix et de coexistence basés sur la science en tant que cadre neutre.

Participants

Membres du Comité:

Mme Denise Pascal-Allende (Chili)

Mme Christiane Vienne (Belgique)

Mme Chantal Guittet (France)

Mme Ntlhoi Motsamai (Lesotho)

M. Azzam Al-Ahmad (Palestine)

M. Mohammed Al Mehrzi (Emirats arabes unis)

Délégations parlementaires :

- M. Osama Al Khaja (Bahreïn)
- M. Mohsen Al Bakry (Bahreïn)
- M. Hamad Al Khalifa (Bahreïn)
- M. Abdel Baky Mahmoud Tourkeya (Egypte)
- M. Hussein Hassan Khater (Egypte)
- M. Mohamad Ahmed Elakad (Egypte)
- M. Alaa Eldin Mohamed Waly (Egypte)
- M. Mohamed Hamdy Elmolla (Egypte)
- M. Oded Ben-Hur, ambassadeur (Israël)
- M. Erel Margalit (Israël)

Mme Ksenia Svetlova (Israël)

- M. Oded Distel (Israël)
- M. Walid Assaf (Palestine)
- M. Bilal Qasem (Palestine)
- M. Ibrahim Khreisheh (Palestine)
- M. Bashar Al-Deek (Palestine)
- M. Nidal Salim (Palestine)

Mme Natasha Karmi (Palestine)

Experts:

M. Maurizio Bona (CERN)

Prof. Herwig Schopper (SESAME)

Mme Amanda Loeffen (WaterLex)

M. Florian Thevenon (WaterLex)

UIP:

M. Martin Chungong (Secrétaire général)

M. Mokhtar Omar, ambassadeur (Secrétariat)

Mme Sharon Varturk (Secrétariat)

Autres:

Mme Jaqueline Peillard Garcia

M. Abdelrahman Al Shehhi